

⊕ Comment le Kazakhstan traque les dissidents politiques en exil, aussi en Belgique

📖 [Du Vif/L'Express du 11/01/2018 \(/s/r/c/781993\)](#), 11/01/18 à 09:26 Mise à jour le 12/01/18 à 13:50

Source : Le Vif/L'Express

Le Vif ([//www.levif.be/actualite/auteurs/le-vif-77.html](http://www.levif.be/actualite/auteurs/le-vif-77.html))

A Bruxelles, une jeune avocate a fait les frais d'une traque aussi effrayante que bâclée. Le parquet de Bruxelles, lui, ne rigole pas.



Dans son pays, le président kazakh Noursultan Nazarbaïev (ici à Sotchi, en octobre dernier) a muselé presse, justice et opposition. © MIKHAIL SVETLOV/GETTY IMAGES

De l'affaire Tractebel au Kazakhgate, le Kazakhstan, vaste république d'Asie centrale, a offert à la Belgique quelques-uns de ses scandales politiques les plus retentissants. Un dossier plus discret menace de tendre encore les relations entre les deux pays. Il concerne une opposante kazakhe exilée chez nous. Bénéficiant du statut de réfugiée depuis 2013, Botagoz Jardemalie n'est pas pour autant en sécurité. Le Kazakhstan a le bras aussi long qu'est courte sa considération pour les droits humains.

Au coeur du pouvoir, un homme dirige le pays d'une main de fer depuis près de trente ans. A l'instar de Vladimir Poutine en Russie, No **LE VIF** azarbaïev a muselé la justice, la presse et l'opposition, tout en se ménageant des relations vaguement cordiales avec l'Occident. Le régime dépense des fortunes en lobbying, allant jusqu'à s'adjoindre les services de Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique, pour se donner une image respectable.

L'investissement porte ses fruits : entre autres succès, Astana a ravi à Liège l'organisation de la dernière Exposition universelle, qui s'est tenue en 2017, non sans susciter en Belgique quelques commentaires désabusés face aux moyens déployés par la partie adverse.

Plus discrètement, le Kazakhstan investit aussi avec force dans le renseignement privé. Objectif ? Retrouver la trace des opposants dispersés à l'étranger, et particulièrement en Europe. Parmi eux, un homme obsède le pouvoir : Mukhtar Ablyazov. Ministre avant d'être jeté en prison, banquier de haut vol avant d'être poursuivi et de prendre la fuite, cet homme à la vie mouvementée fait aujourd'hui figure de principal opposant. Depuis la France, où il espère obtenir le statut de réfugié, Ablyazov fomenté rien de moins qu'une révolution démocratique.

" Il veut rentrer au Kazakhstan, et changer la Constitution pour en faire un pays véritablement démocratique ", affirme un de ses proches. L'âge avancé du président Nazarbaïev (77 ans en juillet prochain) et le climat de grogne face à la corruption alimentent les espoirs de l'opposant, qui rêve d'une transition en douceur dans les deux prochaines années. La récente sortie de piste du patriarche Robert Mugabe, au Zimbabwe, est évoquée par son clan comme le signe que c'est possible.



Astana a notamment ravi à Liège l'organisation de l'Exposition universelle, qui s'est tenue en 2017. © ALIIA RAIMBEKOVA/GETTY IMAGES

Cache-cache mondialisé



Cette ambition déplaît beaucoup à Astana, où une stratégie mondiale anti-Abylyazov a été élaborée. On s'est adjoint le top du renseignement privé, notamment l'ancien patron du renseignement intérieur français, Bernard Squarcini, pour retrouver la trace du dissident et des membres de son clan, dispersés à travers l'Europe. Les meilleurs avocats ont travaillé sur les dossiers d'extradition. Des agences de communication ont été recrutées pour noircir la réputation de l'ancien banquier, dans la presse et sur de faux sites d'information.

Et là où ni le renseignement ni les procédures judiciaires ni l'intox n'ont suffi, des opérations secrètes dignes de la CIA ont été mises sur pied. Ainsi, l'arrestation de l'épouse d'Abylyazov par la police italienne en 2013, sur simple demande de coopération policière, hors du cadre légal. Quelques heures après un raid, la femme et sa fille de 6 ans étaient exfiltrées dans un avion privé en compagnie de diplomates kazakhs.

Cette extradition, condamnée par le commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, a suscité une crise gouvernementale en Italie, où le Premier ministre de l'époque, Enrico Letta, a fait part de " sa honte et de son embarras ". Face au scandale, le Kazakhstan a fini par libérer l'épouse, qui a obtenu l'asile en Italie.

L'affaire est devant les tribunaux. Le procès, qui doit reprendre en février à Pérouse, sera spectaculaire. Rarement des fonctionnaires de police d'un niveau aussi élevé se sont retrouvés sur le banc des accusés. Quant à l'ancien ambassadeur kazakh, lui aussi mis en examen, son immunité diplomatique pourrait être levée. Le ministère public l'a demandé, sur la base de la jurisprudence des enlèvements extraordinaires menés par la CIA en Italie.

Cette déconvenue n'est pas la seule enregistrée par le Kazakhstan. En France, la stratégie avait porté ses fruits dans un premier temps : arrêté en 2013, Abylyazov a passé trois années derrière les barreaux, sur la foi d'une notice rouge Interpol émise par le Kazakhstan. Manuel Valls, alors Premier ministre, avait même signé l'ordre d'extradition. Mais dans un arrêt rendu fin 2016, le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative française, a infligé un cinglant désaveu à Valls - et mis à terre la stratégie kazakhe. Depuis, l'opposant est libre.

Bruxelles, nid d'espions



Madina Abylyazov et Alma Shalabayeva, l'épouse et la fille de Mukhtar Abylyazov. © PHILIPPE MERLE/BELGAIMAGE

Ces succès, Abylyazov les doit à une poignée de partisans très actifs. Dont, depuis Bruxelles, une jeune avocate qui a accumulé les victoires judiciaires : Botagoz Jardemali. Ce qui lui vaut d'être à son tour l'objet de manoeuvres en tout genre. La plus folle : une apparente tentative d'enlèvement menée depuis l'Allemagne avec le concours de deux ex-agents de la Stasi, l'ancienne police secrète est-allemande, et d'un journaliste de la Deutsche Welle, radio-télévision internationale de l'Allemagne. L'enquête judiciaire en cours a montré qu'il a chapeauté une opération visant à localiser l'opposante à Bruxelles, avant de l'attirer à l'étranger.

Des écoutes téléphoniques et des perquisitions effectuées dans le cadre d'une commission rogatoire internationale, menée à l'initiative du juge d'instruction bruxellois Frédéric De Visscher, laissent planer peu de doutes sur les intentions des trois affidés, qui ont eu recours à des ficelles parfois grossières. Courant 2014, les deux espions se sont présentés aux bureaux des avocats belges de l'opposante, déguisés en policiers, pour tenter d'obtenir son adresse. En vain. Ils ont alors essayé de corrompre, moyennant 5 000 euros, l'un des membres du cabinet, Lexial. Celui-ci a été victime d'hameçonnage et de piratage des boîtes mail.

Les trois hommes ont été incarcérés en Allemagne en septembre 2015, avant d'être relâchés sans explication. Au point que le juge d'instruction s'est inquiété formellement. L'un des inculpés a finalement été arrêté à Belgrade et extradé vers la Belgique. Après quelques mois

de préventive, il a été libéré dans l'attente du procès. Pour l'heure, le parquet de Bruxelles se refuse à tout commentaire. Le "journalist **LE VIF** nd, quant à lui, n'a pas souhaité nous parler sans son avocat. Il se dit victime d'une "conspiration".

Un dossier parallèle est instruit au parquet de Bruxelles : cette fois, Botagoz Jardemalie est dans le fauteuil de l'accusée. Elle aurait aidé Abyazov à planquer à l'étranger de l'argent détourné, entre autres incriminations. Vu que le Kazakhstan ne dispose pas de traité d'extradition avec la Belgique, la procédure est menée via la filiale ukrainienne de la banque kazakhe BTA... En Belgique, le dossier est piloté par Pascal Vanderveeren, l'avocat de Patokh Chodiev, le fameux oligarque très proche du pouvoir kazakh. Ce dossier est entre les mains du juge Michel Claise. Contacté, il se refuse à tout commentaire. Tout au plus confirme-t-il prendre le dossier avec "pas mal de pincettes".

Récemment, on fêtait dans la capitale kazakhe le 25e anniversaire des relations bilatérales, avec un concert de la Philharmonie d'Astana, placé pour l'occasion sous la direction d'un chef d'orchestre belge. "Le public a été séduit par la qualité de l'interprétation [...] et par l'harmonie entre le chaleureux chef d'orchestre et les musiciens", trompette la diplomatie belge. A quoi bon laisser une fausse note troubler cette si vibrante communion...

Par Eric Walravens. ●

Abyazov, ténor démocratique ou oligarque véreux ?



Mukhtar Ablyazov, victime d'un procès politique ? © PHILIPPE MERLE/BELGAIMAGE

Blanchiment, détournement, recel, association de malfaiteurs... La liste des incriminations visant Mukhtar Ablyazov n'incite pas à la **LE VIF** L'homme a bâti sa fortune dans le chaos de la transition postsoviétique, notamment à la tête de la banque BTA. " Aucune fortune n'est propre au Kazakhstan, c'est impossible ", explique Yevgeniy Zhovtis, militant reconnu des droits de l'homme. " Comme tout le monde dans ce régime kleptocratique, Ablyazov a tiré profit des zones d'ombre dans la loi. " Est-il pour autant l'oligarque véreux que le pouvoir kazakh veut faire croire ? Ses avocats crient au procès politique. Selon Yevgeniy Zhovtis, il appartient à un groupe d'hommes d'affaires animés par une volonté sincère de sortir le Kazakhstan de son état quasi féodal pour le doter d'institutions plus indépendantes de la personne du président. Et le vent semble tourner : l'ancien oligarque a bénéficié d'un jugement favorable du Conseil d'Etat en France et a été retiré de la liste rouge d'Interpol. Il rêve d'un retour triomphal au pays.

Un frère pris en otage ?



Les manifestations en faveur de la libération d'Iskander Yerimbetov sont ignorées par la presse locale. © DR

Si, en Belgique, le sort de Botagoz Jardemalie se joue devant les tribunaux, une autre bataille a lieu au Kazakhstan, bien plus violente. Le frère de l'opposante, Iskander Yerimbetov, a été arrêté et emprisonné en décembre dernier. A en croire ses proches, il

serait torturé, afin d'obtenir le retour de sa soeur au Kazakhstan. Les parents ont dénoncé cette situation, par deux conférences de **LE VIF** stana, non couvertes par une presse locale affiliée au pouvoir. Difficile de confirmer ces informations obtenues auprès de la famille et de militants des droits de l'homme.

Vous pouvez lire 3 articles⁺ gratuits ce mois-ci

Ou prenez un **abonnement** et bénéficiez d'un accès illimité à tous les articles⁺ du Vif/L'Express, Trends-Tendances (F/N), Sportmagazine (F/N) et Knack.

Je veux continuer à tout lire (/info/abonnements/?funnel=pluszone)

Je suis déjà abonné



(//www.levif.be/actualite/international/2-ans-de-metoo-une-sacree-paire-de-hashtags/article-opinion-1204259.html)

” ⁺ 2 ans de #MeToo: "Une sacrée paire de hashtags" (//www.levif.be/actualite/international/2-ans-de-metoo-une-sacree-paire-de-hashtags/article-opinion-1204259.html)
- **Mélanie Geelkens**

Les plus lus

www.levif.be/actualite/international/les-editorialistes-flamands-ecoecures-par-le-blocage-federal/article-normal-1211997.html

1

www.levif.be/actualite/sante/les-poeles-a-frire-reduiraient-la-taille-du-penis/article-normal-1211569.html

2

www.levif.be/actualite/environnement/capsules-de-cafe-bientot-la-fin-d-un-fleau-environnemental/article-normal-1211993.html

3

www.levif.be/actualite/belgique/alost-le-ton-monte-entre-n-va-et-cd-v-une-echevine-voit-ses-competences-retirees/article-news-1211697.html

4

www.levif.be/actualite/belgique/formation-federale-climat-tendu-entre-le-ps-et-le-mr/article-normal-1211657.html